

l'aide économique internationale est conditionnelle au respect de ce processus de paix. Pourtant, ce qui nous frappe, c'est que les deux présidents, arrivent, par les voies différentes, à cette même conclusion: que la paix et le développement économique de l'Amérique centrale sont inextricablement liés. Cela signifie que les programmes d'aide économique internationale et le processus de paix doivent aller de pair et se soutenir mutuellement à toutes les étapes.

À notre avis, en signant l'Accord Esquipulas II, les cinq pays centraméricains ont fait un premier pas de géant vers la paix. Il incombe maintenant à la collectivité internationale de faire sa part en fournissant d'urgence une aide économique supplémentaire appréciable à l'ensemble de la région. Les Centraméricains doivent avoir toutes les raisons de croire qu'en déposant les armes, ils auront plus de chances de mener une vie normale et productive. Nous insistons sur ce point, car les quelques prochaines années seront cruciales pour maintenir l'élan du processus de paix.

Bien que nous soyons encouragés par la naissance de plusieurs groupes internationaux qui étudieront la possibilité de mettre sur pied un programme d'aide destinée à l'Amérique centrale, il est impératif qu'on passe désormais de la recherche à une aide concrète. Le 12 mai dernier, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté à l'unanimité une résolution portant que l'aide économique internationale destinée à l'Amérique centrale constituait une priorité. On y soulignait aussi le besoin urgent de lui concéder, à des conditions favorables, des ressources financières «qui s'ajouteraient à celles qu'elle reçoit déjà de la communauté internationale».<sup>20</sup> Par ailleurs, le Comité a été informé que la résolution comme telle ne garantit aucune aide supplémentaire. En ce qui concerne le plan de développement des Nations unies (PDNU), toutes les ressources supplémentaires doivent, cette année, provenir d'une affectation, par la communauté mondiale, de seulement 700 millions de dollars américains. Ces questions doivent être débattues au cours d'une réunion que tiendra en juin le conseil de direction du PDNU; ce sera la minute de vérité qui permettra de dire bientôt si la communauté internationale appuie ou non l'Accord Esquipulas II.

Les Centraméricains soulignent qu'il importe de diversifier leurs relations économiques internationales et de réduire leur dépendance à l'égard de deux pays, soit l'Union soviétique, dans le cas du Nicaragua, et les États-Unis, pour ce qui est du Costa Rica, du Honduras et du Salvador. Des témoins nous ont indiqué que les superpuissances seraient également favorables à une dépendance moindre. Néanmoins, la participation des États-Unis à un plan spécial sera importante pour le succès de celui-ci et, quoi qu'il en soit, les politiques américaines continueront d'avoir d'énormes répercussions sur la prospérité économique de la région. À cet égard, nous estimons que les États-Unis pourraient prendre deux mesures pour respecter l'esprit de l'Accord Esquipulas II et, notamment, pour encourager les négociations de Sapoa: mettre fin à leur embargo économique contre le Nicaragua et, cesser de s'opposer à l'octroi de prêts au Nicaragua par les institutions financières internationales. Ce seraient là des indices longuement attendus que les États-Unis s'engagent pleinement à consolider le processus de paix. Dans le même esprit de coopération internationale prévue par l'Accord Esquipulas II, nous invitons les Soviétiques à participer à un effort multilatéral visant à assurer la reprise économique et le développement de toute l'Amérique centrale.